



## Déclaration FSU au CHSCT33 du 11 mai 2021

Cette séance du CHSCT départemental se tient une nouvelle fois dans un contexte difficile pour les personnels. Au moment où l'horizon sanitaire semble enfin dégager quelques éléments d'espoirs, les personnels de l'Education nationale doivent encore compter sur de nombreuses incertitudes que la dernière période de confinement n'a pas permis de lever. Et plus encore lorsque le démantèlement du service public d'éducation est réaffirmé avec force et qu'on ne se cache plus de remplacer des postes supprimés par le recours aux heures supplémentaires obligatoires. Avec une large intersyndicale associée à la FCPE, la FSU a porté nombre d'exigences : masques, aérateurs, demi-groupes, calendrier précis de vaccination. La FSU a réclamé des aménagements de programmes et des examens, pour ouvrir un horizon plus clair aux personnels et aux élèves et des lendemains qui changent. Entre ces deux échéances, ces deux reprises, une date, un symbole, le 1er mai dont la force symbolique reste vivace dans les esprits de ceux qui oeuvrent quotidiennement au bien commun.

Les annonces du ministre concernant les examens de fin d'année ne répondent pas aux enjeux et aux inquiétudes pourtant exprimées de longue date. Entre obstination et improvisation, l'agenda politique semble primer sur toute autre considération. Le maintien du Grand oral est incompréhensible. Il ne peut se tenir vu les conditions dans lesquelles il a été préparé, en l'occurrence dans lesquelles il n'a pas été préparé. L'aménagement proposé fait fi des inégalités de préparation qui s'expriment dans toute l'épreuve et qui ne seront pas réglées par un document donnant des indications sur le programme suivi cette année. Le Grand oral apparaît pour ce qu'il est réellement : le totem du bac Blanquer, celui qu'il faut absolument préserver pour attester de la réussite de la réforme. En philosophie, la perspective de donner la possibilité aux jurys de choisir la meilleure note entre celle de l'épreuve et celle du contrôle continu est d'une grande désinvolture pour le travail des correcteurs et des professeurs ces derniers mois. Enfin, Les collègues oeuvrant en collège auront aussi apprécié l'absence de discours sur le DNB.

Dans les écoles, le manque chronique de remplaçant·es pèse encore plus aujourd'hui. Dans le 1er degré, on recrute des contractuels pour quelques mois, personnels précaires et sans

formation. Des postes avec une attractivité telle qu'ils ne trouvent pas assez de candidats. Au final, chaque jour, des enfants sont privés d'école parce qu'il n'y a pas assez de remplaçant·es ! Et ce sont les personnels en poste qui doivent faire face au mécontentement des familles. Le ministre se paie encore de mots en leur promettant "une continuité pédagogique" qui n'a jamais été travaillée et dont on ne sait pas par qui elle doit être assurée. Là encore, ce sont bien les personnels sur le terrain qui paient le prix de ces communications visant à cacher le manque de moyens.

Répondre aux interrogations des personnels passe aussi par une remise à jour de la campagne et de la stratégie de vaccination. Devant l'ampleur de la crise sanitaire, il faut une mobilisation à la hauteur pour protéger tous ceux et celles qui sont aujourd'hui en première ligne comme les personnels de santé, de services et commerces de première nécessité ou ceux assurant et contribuant au service public, notamment d'éducation... Maintenir ouverts les écoles, les collèges, les lycées est notre préoccupation à toutes et à tous. Mais ceci ne peut pas se faire au détriment de la santé des personnels, des élèves et de leurs familles ! Les écoles et les établissements scolaires restent des lieux clos dans lesquels élèves et personnels se côtoient tout au long de la journée multipliant ainsi les risques de contagion. Et alors que la situation épidémique s'aggrave, que le nombre de cas positifs en milieu scolaire augmente, que le variant anglais touche davantage les jeunes ... Rien. Pas de tests à grande échelle, pas d'allègement général des effectifs, aucune mesure améliorant l'aération et aucun personnel recruté pour renforcer la désinfection des écoles et établissements scolaires...L'école est plus contaminante que les autres lieux collectifs : Il y a donc urgence à renforcer la protection des élèves et des personnels. La priorité de vaccination pour les personnels promise par le ministre de l'Education nationale lui-même n'est toujours pas mise en place. Elle doit devenir effective.

Et puis il y a les mots qui n'ont plus guère d'importance dans les sphères de direction, lesquelles à tous les étages de l'institution font régulièrement litière des demandes pourtant justifiées des personnels et de leurs représentants . On peut désormais entendre tout et son contraire. Le ministre Blanquer récidive ainsi dans le vidage de sens et avec lui les craintes de personnels lorsqu'il affirme à propos du bac qu'"il est important de conserver une part de contrôle terminal, afin de ménager le juste et fondamental équilibre entre ces deux modalités d'évaluation qui ont toutes les deux leurs vertus". De quel équilibre parle t-on lorsque la part du contrôle continu est estimée avec précision par ce même ministre à 82 % ? Peut-être faudrait-il aller voir du côté du DASEN33, lequel évoquait dans un récent CDEN que "*l'équilibre était raison et la démagogie poison*" ? C'est au nom du même principe d'équilibriste qu'il a été annoncé aujourd'hui en Gironde aux AED-TICE que leur contrats étaient supprimés l'année prochaine, et ce au nom de l'équité avec les établissements qui eux n'en avaient pas. Ce n'est pourtant pas la mise en concurrence des établissements et la politique de guichet associée qui semblait déranger le DASEN de Gironde jusqu'à présent !